
La Chine en Asie : Quels objectifs sous Xi Jinping ?

Alice Ekman

Mars 2015



Cette étude a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et l'OCP Policy Center

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

OCP Policy Center est un *think tank* « *policy oriented* » qui a pour objectif, à travers des productions analytiques indépendantes, un réseau de partenaires et de chercheurs associés de premier plan et l'organisation de débats, de contribuer à fonder la connaissance et à éclairer la réflexion sur des questions économiques et de relations internationales centrales pour le futur du Maroc et plus largement pour le continent Africain.

OCP Policy Center se veut être une plateforme ouverte de discussion et d'échanges, un incubateur d'idées et une source proactive de propositions d'actions pour les décideurs politiques et économiques, et plus largement pour l'ensemble des parties prenantes au processus de croissance et de développement.

Certains éléments d'analyse de cette présente étude ont été présentés pour la première fois dans l'article : A. Ekman, « Asie-Pacifique : la priorité de la politique étrangère chinoise », *Politique étrangère*, vol. 29, n° 3, 2014, p. 11-22. L'analyse menée par l'auteur s'appuie sur des données produites avant février 2015.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN 978-2-36567-354-9

© Ifri – 2015 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Alice Ekman est chercheur spécialiste de la Chine à l'Ifri. Elle analyse les évolutions sociétales et les principaux changements de politiques extérieures et intérieures du pays.

Elle est chargée de cours sur la Chine contemporaine à Sciences Po Paris et Lille, et intervient à l'IHEDN et à l'École de guerre.

Alice Ekman a été chercheur invité à l'université Tsinghua (Pékin), chargée d'études à l'Ambassade de France en Chine, puis consultante dans un cabinet de conseil en stratégie. Parlant le mandarin, elle conduit régulièrement des travaux de recherche sur le terrain en Chine et en Asie de l'Est, et dialogue avec plusieurs institutions publiques et privées françaises implantées dans la région. Elle est membre du comité européen du Council for Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP).

Alice Ekman est titulaire d'un doctorat de Sciences Po Paris (Science politique - programme Asie), et d'un master de la London School of Economics (Relations Internationales, Économie et Anthropologie - spécialité Chine).

Parmi ses publications récentes :

- « Chine : l'émergence assumée ? », in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, *Ramsès 2015. Le Défi des émergents*, Dunod, septembre 2014.
- « Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales » (co-écrit avec Céline Pajon), *Carnets du CAPS / Asie. Visions*, n° 70, juillet 2014.
- « China's Adaptive Internet Management Strategy after the Emergence of Social Networks », in Daniel Ventre (dir.), *Chinese Cybersecurity and Cyberdefense*, Londres, Wiley-ISTE, juillet 2014.
- « The Distinctive Features of China's Middle Classes », *Asie. Visions*, n° 69, juin 2014.
- « La vision chinoise du Maghreb », in Thierry Pairault et Fatiha Talahite (dir.), *Chine-Algérie. Une relation singulière en Afrique*, Riveneuve Éditions, 2014.

Résumé

- La région Asie-Pacifique est plus que jamais prioritaire pour la politique étrangère chinoise. Il s'y concentre une somme d'intérêts économiques, énergétiques et de sécurité majeurs pour Pékin.
- La Chine tente de consolider son statut de puissance régionale en menant une diplomatie proactive envers l'ensemble de son voisinage. D'une part, elle y renforce sa diplomatie économique (l'accent est notamment mis sur la construction d'infrastructures de transports). D'autre part, elle maintient une position ferme sur les différends territoriaux et frontaliers et multiplie les coups de force en mers de Chine orientale et méridionale en particulier.
- Cette double approche régionale n'est pas nouvelle, elle avait déjà été amorcée sous Hu Jintao. Mais à l'évidence, depuis le 18^e congrès du Parti communiste en novembre 2012, Xi Jinping tente de passer à la vitesse supérieure dans la consolidation de la présence économique et l'assise géostratégique de la Chine en Asie-Pacifique.
- Ce changement de rythme doit être compris dans le contexte plus large d'une compétition renforcée entre la Chine et les États-Unis à l'échelle de la région. La Chine souhaite limiter l'influence américaine dans cette zone à plusieurs niveaux : militaire, économique, financier, institutionnel...
- Pour l'instant, la Chine demeure relativement isolée en Asie. Les initiatives en mers de Chine et, plus largement, les incertitudes sur les ambitions réelles de Pékin dans la région tendent à profiter aux États-Unis et au Japon, qui renforcent leurs liens avec les voisins inquiets de la montée en puissance de la Chine.
- La politique régionale de la Chine est encore en cours d'élaboration. Elle se déploie tous azimuts, avec pragmatisme, et au gré des opportunités. Les modalités concrètes d'application de certaines initiatives, telles que celles des « nouvelles routes de la soie », demeurent floues pour les acteurs chinois comme pour les voisins directement concernés. Si ces initiatives ne sont pas à négliger, leurs impacts économiques et géopolitiques restent à

évaluer au cours des prochaines années. La diplomatie économique chinoise risque de se heurter à la présence économique d'autres acteurs régionaux majeurs au fur et à mesure de son déploiement (Russie en Asie centrale, Japon en Asie du Sud-Est, Inde dans l'océan Indien et en Asie du Sud notamment).

- Il est probable que des ambiguïtés persistent pendant plusieurs années et que la Chine continue à mener des offensives à la fois de charme et de fermeté vis-à-vis de son voisinage, car il apparaît qu'elle n'a pour l'instant pas les moyens (institutionnels, opérationnels) d'élaborer une stratégie économique et de sécurité coordonnée sur l'ensemble de cette zone vaste et complexe.
- Toutefois, une stratégie régionale à formation lente pourrait émerger progressivement au cours du mandat de Xi Jinping (2012-2022), dans le cas où Pékin parviendrait à jouer à court terme sur son attractivité économique pour bâtir une sphère d'influence élargie qui lui serait politiquement favorable à plus long terme. Cela dépendra en partie de la capacité du gouvernement central chinois à coordonner sa politique étrangère à l'échelle de la région, de sa capacité à communiquer vis-à-vis de son voisinage, mais aussi de l'évolution du contexte économique régional et national.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA CONSOLIDATION TOUS AZIMUTS DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE LA CHINE.....	6
Désenclaver les provinces pauvres	7
Concentration d'intérêts économiques, énergétiques et sécuritaires dans la région	8
Priorité immédiate : le développement des infrastructures.....	9
DOUCE ET DURE : L'ÉTRANGE MÉLANGE DES GENRES DE LA NOUVELLE POLITIQUE RÉGIONALE CHINOISE	12
L'affirmation des revendications chinoises dans la région...	13
La compétition régionale Chine - États-Unis	14
UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION ?.....	16
AVANTAGES ET LIMITES D'UNE POLITIQUE RÉGIONALE TOUS AZIMUTS	19
CONCLUSION.....	23

Introduction

L'Asie est aujourd'hui, de loin, la zone prioritaire de la politique étrangère chinoise. À l'évidence, depuis le 18^e congrès du Parti communiste de novembre 2012, Pékin tente de développer une diplomatie plus proactive dans la région et de passer à la vitesse supérieure dans le déploiement de cette politique, dont les grands axes avaient déjà été dessinés à la fin du mandat de Hu Jintao. Sous Xi Jinping, conférences de travail¹, rencontres bilatérales et multilatérales, déclarations – de bonnes intentions comme de fermeté –, projets de coopération économique s'enchaînent plus rapidement que sous l'équipe précédente. Cela ne signifie pas que le reste du monde ne compte pas pour la Chine. Au contraire, Pékin suit désormais de près la plupart des conflits mondiaux (en Syrie, et plus récemment en Ukraine) et participe à des opérations de sécurisation ou de maintien de la paix loin de l'Asie (casques bleus chinois au Mali, participation aux opérations de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, notamment). Mais les évolutions récentes tendent à indiquer que c'est avant tout son statut de puissance régionale que la Chine cherche aujourd'hui à consolider. Cette étude identifie les grands axes de cette stratégie de consolidation et les modalités de sa mise en application dans plusieurs zones de la région au cours des deux dernières années, de l'Asie centrale à l'Asie du Sud-Est.

¹ En octobre 2013, s'est tenue à Pékin une conférence extraordinaire sur la diplomatie de voisinage (*Peripheral Diplomatic Work Conference*), présidée par Xi Jinping. Il s'agissait de la première conférence de haut niveau sur ce thème en Chine, et de la première rencontre majeure de politique étrangère depuis la « conférence sur le travail diplomatique » (*Foreign Policy Work Conference*) de 2006. Contrairement à cette précédente édition, qui abordait les enjeux de politique étrangère au sens large, la conférence de 2013 s'est concentrée sur l'environnement géographique proche de la Chine.

La consolidation tous azimuts de la politique régionale de la Chine

Les dirigeants chinois s'intéressent à la notion de « politique de voisinage » depuis de nombreuses années. Le terme était déjà employé au début de l'ère Hu (2002-2012), et la réflexion sur l'élaboration d'une telle politique largement engagée au sein des principales institutions de recherche et d'expertise à Pékin². Mais à l'évidence, depuis l'arrivée de Xi à la présidence de la République en mars 2013, la diplomatie chinoise est plus proactive dans la région. Au cours des nombreuses visites qu'ils ont effectuées dans les pays voisins tout au long de l'année 2013³ puis en 2014, les dirigeants chinois ont insisté sur deux concepts, présentés comme les nouveaux axes de cette politique régionale : celui de « route maritime de la soie » (*maritime silk road*) et de « zone économique de la route de la soie » (*silk road economic belt*), qui relieraient la Chine à l'Europe par des infrastructures et une coopération économique renforcées avec les voisins d'Asie centrale et d'Asie du Sud-Est notamment⁴.

² Par exemple, les chercheurs chinois sur les questions de politique étrangère et de sécurité ont fréquemment montré un intérêt, lors de leurs visites en Europe, pour la « politique de voisinage » de l'Union européenne, exemple potentiel pour le développement d'une telle politique en Chine.

³ Les dirigeants chinois ont multiplié les visites depuis leur nomination, effectuant une tournée exhaustive du voisinage : en Russie (visite de Xi dès mars 2013), en Asie centrale (visite de Xi au Turkménistan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan en septembre 2013), en Asie du Sud-Est (visite du Premier ministre Li Keqiang au Vietnam, en Thaïlande et à Brunei en octobre 2013), en Asie du Sud (visite de Li en Inde et au Pakistan en mai 2013).

⁴ D'après un carte publiée par l'agence de presse d'État Xinhua, 2013 (en chinois : <<http://www.xinhuanet.com/world/newsilkway/index.htm>>), le versant continental de cette nouvelle route de la soie partirait de la ville de Xian dans le centre de la Chine pour passer par les villes de Lanzhou (province du Gansu), d'Urumqi et de Khorgas (province du Xinjiang). La route atteindrait ensuite, par l'Asie centrale, le Nord de l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, pour arriver en Europe en passant par la Bulgarie, la Roumanie, la République tchèque, la Pologne et l'Allemagne jusqu'au port de Rotterdam, et enfin Venise. « La route maritime de la soie » débiterait à Quanzhou (province du Fujian), passerait à Canton (province du Guangdong), Beihan (Guangxi), l'île de Hainan avant de continuer au sud du détroit de Malacca. De Kuala Lumpur, elle se dirige par Kolkata en Inde, avant de parcourir l'océan Indien jusqu'à Nairobi au Kenya, puis remonter au nord à travers l'Afrique jusqu'à la mer Rouge puis la Méditerranée, avec un passage par Athènes avant de

Ces concepts, annoncés comme des priorités nationales par Pékin et martelés depuis par les participants chinois à toutes les conférences internationales, recouvrent des objectifs multiples qui concernent avant tout le développement économique intérieur.

Désenclaver les provinces pauvres

Ce sont avant tout des considérations économiques qui guident les relations de la Chine avec ses voisins. Les dirigeants chinois doivent plus que jamais réduire les inégalités de développement existantes sur le territoire chinois, lesquelles se sont accrues depuis l'ère de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping en 1978, et que Hu n'a pas réussi à maîtriser. La priorité est de développer les provinces pauvres de l'Ouest et du Centre du pays, et en premier lieu celles en proie à de fortes tensions ethniques (Xinjiang, Tibet entre autres). Pour ces provinces, le modèle de développement basé sur une ouverture des villes côtières – à l'instar des zones économiques spéciales lancées par Deng – n'est pas applicable. C'est donc par les terres que Pékin espère désenclaver les provinces pauvres, à la fois en promouvant le transfert industriel des provinces de l'Est à celles de l'intérieur du pays, et en favorisant le commerce transfrontalier. L'exemple le plus marquant est celui de la province méridionale du Yunnan, devenue progressivement un pont économique vers l'Asie du Sud-Est, et en particulier vers la sous-région du Grand Mékong – terme popularisé par la Banque asiatique de développement, qui inclut les provinces du Yunnan et du Guangxi, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et le Myanmar.

Cette politique d'intégration régionale des provinces existait déjà sous Hu, mais Xi semble vouloir la consolider à grande vitesse, par l'établissement de nouveaux « couloirs » ou « routes commerciales » dans quasiment toutes les directions possibles au-delà des frontières de la Chine. Par exemple, un projet de corridor économique Chine-Pakistan a été annoncé lors de la visite du président pakistanais à Pékin en février 2014, après que le Premier ministre Li Keqiang en eut proposé l'idée lors de sa visite au Pakistan en mai 2013. En parallèle, la Chine suggère également le développement d'un corridor Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar⁵, toujours dans le cadre plus large de construction de son projet de zone économique de la route de la soie.

retrouver la route continentale à Venise. N.B. : les tracés définitifs de ces routes de la soie ne semblent pas encore arrêtés, ils varient légèrement d'une carte à l'autre.

⁵ D'après l'agence de presse d'État Xinhua, 20 décembre 2013.

Concentration d'intérêts économiques, énergétiques et sécuritaires dans la région

La politique de voisinage chinoise est également guidée par des considérations énergétiques. Les visites de Xi dans les quatre pays d'Asie centrale en septembre 2013 avaient pour objectif principal le renforcement de la coopération énergétique et de sécurité. La Chine, premier importateur mondial de pétrole, cherche toujours à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie. L'objectif est de limiter la dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient et de l'Afrique, et notamment des zones politiquement instables où la Chine a déjà fortement investi. La Russie demeure un de ses fournisseurs principaux – en témoigne le contrat d'approvisionnement en gaz de 400 milliards de dollars⁶ signé en mai 2014 entre les deux pays. En parallèle, les nouveaux projets d'investissement des compagnies énergétiques chinoises se multiplient en Asie centrale, par exemple au Kazakhstan, devenu un important fournisseur d'énergie pour la Chine. Un gazoduc reliant l'Asie centrale (via le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan) à la Chine a été mis en fonction en 2009, un autre qui s'étend du Myanmar jusqu'à la province du Yunnan a été récemment achevé, et d'autres infrastructures de ce type sont en projet (de la Sibérie au Nord de la Chine, des champs pétrolifères de la mer Caspienne au Kazakhstan à l'Ouest de la Chine, notamment).

Enfin, cette politique de voisinage répond à des considérations de politique intérieure et de sécurité. Renforcer les relations avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, trois pays voisins de la province instable du Xinjiang, est primordial pour Pékin, à la fois pour des raisons économiques – le Xinjiang demeure une province relativement pauvre –, de politique intérieure – Pékin considère depuis longtemps qu'assurer la croissance de la province est une précondition au maintien de l'« harmonie sociale » – et de sécurité. Le gouvernement chinois espère renforcer la coopération avec l'Asie centrale et la Russie afin de prévenir les actes terroristes, en forte augmentation sur le territoire chinois cette année⁷. Par ailleurs, l'Asie centrale et l'Asie du Sud sont des zones que Pékin suit avec une attention particulière du fait des évolutions des enjeux de sécurité aux frontières occidentales de la Chine, et en particulier du

⁶ Soit 291 milliards d'euros.

⁷ Des attaques meurtrières attribuées par le gouvernement chinois à des activistes ouïghours ont eu lieu dans plusieurs provinces au printemps 2014 : attentats-suicides à la gare de Kunming au Yunnan en mars (29 morts, 143 blessés), à la gare d'Urumqi au Xinjiang en avril (3 morts, 79 blessés) – alors que le président Xi effectuait une visite dans la province –, puis sur un marché de la même ville (43 morts) en mai, attaque au couteau à la gare principale de Canton (6 blessés), également en mai, entre autres.

retrait des troupes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'Afghanistan fin 2014.

Priorité immédiate : le développement des infrastructures

Sur le terrain, le développement des infrastructures dans la région apparaît aujourd'hui comme l'axe directeur de la politique régionale de la Chine. Depuis l'arrivée de Xi, l'accent est mis à chaque rencontre entre des dirigeants chinois et leurs homologues de la région sur l'« interconnectivité » et la construction de projets transfrontaliers d'infrastructures ; les investissements chinois se multiplient très rapidement dans ce secteur⁸. Il est probable que les projets de construction, bilatéraux mais aussi multilatéraux, se développent encore plus rapidement dans les prochaines années : Xi a appelé lors du sommet de *l'Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) à Bali en octobre 2013 à la création d'une « banque d'investissement asiatique pour les infrastructures » (BIAI)⁹, à laquelle la Chine contribuerait largement – et sur laquelle elle disposerait donc d'un certain contrôle –, qui pourrait permettre à certains pays voisins pauvres (Myanmar ou Laos, par exemple) de mettre en œuvre des projets coûteux.

Ce développement rapide des infrastructures a plusieurs objectifs pour Pékin. Tout d'abord, la Chine souhaite renforcer les infrastructures et réseaux de communication transrégionaux (ports, routes, chemins de fer), qui pourraient à terme faciliter les échanges dans la région et en premier lieu l'acheminement par voie terrestre, plus court que par voie maritime, des produits chinois vers les marchés européens. Il existe dès à présent une liaison directe de fret ferroviaire reliant la Chine à la Pologne et l'Allemagne, inaugurée en mai 2013¹⁰ – le trajet dure en moyenne 16 jours, soit trois semaines de moins que la route maritime au départ des provinces de l'Est de la

⁸ Parmi les derniers contrats signés : au Sri Lanka, projet de 1,4 milliard de dollars pour la construction d'un port et le développement de celui de Colombo, signé en septembre 2014 ; aux Maldives, projet d'extension de l'aéroport pour un montant de plusieurs centaines de millions de dollars signé également en septembre avec un groupe de BTP chinois.

⁹ Cette banque a été inaugurée le 24 octobre 2014 sans la présence de l'Indonésie, de l'Australie, de la Corée du Sud et du Japon. Il n'est pour l'heure par certain qu'elle puisse représenter une alternative de poids face à la Banque asiatique de développement (ADB), compte tenu du décalage en terme de pays membres et de budget (175 milliards de dollars pour l'ADB, 50 milliards prévus pour la BIAI).

¹⁰ Ligne dénommée « Chongqing-Xinjiang-Europe International Railway » de 11 179 kilomètres, au départ de Chongqing dans le centre de la Chine, passant par l'ancienne ligne Lanzhou-Urumqi et traversant ensuite la Russie, la Biélorussie, la Pologne avant d'arriver à son terminus de Duisbourg en Allemagne.

Chine¹¹. Il existe aussi un projet à plus long terme, plus difficile à réaliser, de construction de lignes de train à grande vitesse transcontinentales entre la Chine et l'Europe. En parallèle, se multiplient les projets de construction ou d'amélioration du réseau ferroviaire reliant l'Ouest de la Chine à la Russie et à l'Asie centrale¹².

Par ailleurs, la Chine se constitue également son propre réseau de ports¹³. Les projets de construction de telles infrastructures par des entreprises chinoises à l'étranger se multiplient (au Pakistan, au Sri Lanka ou encore au Bangladesh) et sont présentés comme une priorité de la nouvelle route maritime de la soie¹⁴. À travers le déploiement d'infrastructures de transport, la Chine est bien consciente qu'elle renforce progressivement ses capacités logistiques, qui pourraient à terme se convertir en assise géostratégique.

Outre les investissements dans les infrastructures de transport, Pékin tente également d'exporter son modèle de parcs industriels, avec des projets chinois de construction de telles zones en Inde¹⁵, des appels en ce sens au Sri Lanka¹⁶, entre autres pays de la région. Cette volonté n'est pas nouvelle, la Chine a déjà essayé d'exporter de telles zones industrielles dans d'autres régions du monde (par exemple en Égypte¹⁷) ; mais elle apparaît renforcée sous

¹¹ Selon *China Daily*, « Challenging Times on High-speed Silk Road », 12 juillet 2014.

¹² Par exemple, parmi les nombreux projets actuellement avancés : protocole d'accord signé en octobre 2014 pour un projet de train à grande vitesse reliant Pékin à Moscou pour un coût estimé à 230 milliards de dollars, construction d'une voie express de 213 kilomètres entre Kashgar (province du Xinjiang) et Erkeshtam (Kirghizstan) pour un coût de 660 millions de dollars, etc.

¹³ Ainsi, un chercheur néerlandais considère qu'à travers la sélection des ports qu'elle considère comme stratégiques (sur le tracé de la nouvelle route maritime de la soie) et compte tenu du poids global des exportations chinoises dans le commerce maritime, la stratégie de Pékin risque de peser massivement sur les résultats de la croissance des ports de marchandises majeurs, tel Rotterdam, et des économies nationales qui en dépendent. Selon lui, le fait qu'un port de marchandises figure ou non sur les nouvelles routes de la soie dessinées par la Chine pourrait impacter directement son « espérance de vie ». Entretien, Pékin, juillet 2014.

¹⁴ Xinhua, 16 avril 2014.

¹⁵ La Chine prévoit d'y créer deux parcs industriels, l'un centré sur les équipements énergétiques dans l'État du Gujarat, l'autre sur les composants automobiles dans le Maharashtra. Patrick de Jacquilot, « L'Inde et la Chine veulent bâtir un partenariat industriel », *Les Échos*, 21 septembre 2014.

¹⁶ Par exemple, Xi avait déclaré lors de sa rencontre avec le président sri lankais le 16 septembre 2014, qu'il « encourage les entreprises chinoises à s'impliquer davantage dans la construction de parcs industriels et de zones économiques spéciales ainsi que les projets d'infrastructure au Sri Lanka. » *Xinhua*, 17 septembre 2014.

¹⁷ Où le groupe chinois TEDA basé à Tianjin avait obtenu à l'été 2009 un contrat pour le développement d'une partie de la zone économique spéciale du Nord-Ouest

Xi, malgré l'incertitude quant à l'efficacité et l'attractivité de telles zones, aujourd'hui construites en grand nombre sur le territoire chinois.

Plus globalement, fort de son expérience sur le continent africain, Pékin tente de reproduire le modèle « infrastructure contre accès privilégié aux matières premières » sur le continent asiatique, et en premier lieu dans les pays pauvres d'Asie centrale et du Sud-Est (cf. partie précédente).

du golfe de Suez. Voir à ce sujet, F. Nicolas, « La Présence économique chinoise et indienne au Maghreb », Paris, Ifri, *Note de l'Ifri*, 2010.

Douce et dure : l'étrange mélange des genres de la nouvelle politique régionale chinoise

Bien que les motivations soient multiples (énergie, sécurité), il faut comprendre les *silk roads* avant tout comme des projets économiques. Elles illustrent la volonté de Pékin de renforcer et d'accélérer le déploiement de sa diplomatie économique sur l'ensemble de la région. Les dirigeants chinois affirment clairement leur volonté de « renforcer le commerce et les investissements » entre la Chine et ses voisins dans tous les secteurs – pas seulement celui des infrastructures –, et appellent à la création de nouvelles zones de libre-échange transfrontalières. Lors de leurs visites en Asie du Sud-Est, Xi Jinping et Li Keqiang ont ainsi annoncé vouloir augmenter rapidement le volume des échanges commerciaux avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici 2020 (contre 400 milliards en 2012).

Toutefois, cette stratégie de renforcement de la coopération économique dans la région ne s'accompagne en aucun cas d'une volonté de Pékin d'être plus conciliant sur certains différends maritimes ou frontaliers. La visite du président chinois en Inde mi-septembre 2014 est révélatrice de cette ambivalence : alors que Xi Jinping et Narendra Modi se rencontraient pour renforcer la coopération économique entre les deux pays et que la Chine promettait notamment d'investir plus de 20 milliards de dollars dans les infrastructures¹⁸ et l'industrie en Inde, un incident frontalier a eu lieu¹⁹. Il peut être interprété comme un signe selon lequel Pékin n'est en aucun cas prêt à accorder des concessions, adressé à un nouveau Premier ministre indien qui venait de signer des accords économiques et de défense d'envergure avec le Japon, et était sur le point de se rendre aux États-Unis pour renforcer également la coopération dans ces domaines.

¹⁸ Pékin prévoit notamment de moderniser la ligne ferroviaire Chennai-Bangalore-Mysore pour y faire rouler les trains à des niveaux de semi-grande vitesse. Patrick de Jacquilot, art. cité.

¹⁹ Incursion de soldats chinois dans une zone du Ladakh (nord de l'Inde) revendiquée par les deux pays.

L'affirmation des revendications chinoises dans la région

En parallèle à sa diplomatie économique de « bon voisinage », plutôt douce, guidée par des préoccupations principalement économiques, la Chine affirme avec plus de fermeté ses positions et revendications dans la région, et en premier lieu dans les mers de Chine. Non seulement elle répond du tac au tac aux initiatives, déclarations et positions de ses voisins – par exemple suite au rachat par le gouvernement japonais d'une partie des îlots contestés Diaoyu/Senkaku en mer de Chine orientale en septembre 2012 –, mais elle prend également des initiatives. Ainsi, en novembre 2013, Pékin a décrété une zone d'identification de défense aérienne (*Air Defense Identification Zone*, ADIZ) au-dessus de la mer de Chine orientale. Plus récemment, en mai 2014, la Chine a installé une plateforme pétrolière²⁰ en mer de Chine méridionale dans des eaux que le Vietnam considère comme partie intégrante de sa zone économique exclusive. Ces initiatives unilatérales, souvent perçues comme des provocations par les pays voisins, se multiplient depuis 2010 et contrastent avec la tradition réactive de la politique étrangère chinoise héritée de l'approche « profil bas » mise en place par Deng Xiaoping il y a plus de 35 ans et prévalant encore au début du mandat de Hu Jintao.

Ces initiatives peuvent en partie s'expliquer par la montée en puissance de la Chine et l'évolution des rapports de force qui en découle. Depuis la crise économique et financière de l'automne 2008 à laquelle la Chine a relativement bien résisté, les relations entre les acteurs régionaux changent et un nouvel équilibre reste à établir. À Pékin, la perception dominante est que le contexte actuel est favorable à une montée en puissance économique et politique, et qu'il est temps de saisir cette opportunité²¹ pour affirmer son statut de puissance régionale. En termes officiels, cette affirmation est présentée comme un juste retour de la Chine à la place qui lui est due. Xi a ainsi introduit le concept de « renouveau de la nation chinoise²² », qui fait référence au prestige international dont jouissait le pays sous les dynasties les plus prospères. Par ailleurs, nombreux sont à Pékin ceux qui estiment que la Chine a accordé trop de

²⁰ Plate-forme pétrolière géante HD-981, de la compagnie d'État chinoise CNOOC, installée unilatéralement au large des îles Paracels, dont la Chine et le Vietnam revendiquent la propriété, sous la protection d'une soixantaine de bâtiments des gardes-côtes chinois.

²¹ Par exemple, Xi avait évoqué lors d'une conférence d'octobre 2013 cette « période d'opportunités stratégiques dans le développement de la Chine », *Xinhua*, 26 octobre 2013.

²² Parmi les propos du discours de Xi d'octobre 2013 : « L'objectif stratégique de la diplomatie chinoise avec ses voisins est de servir la cause du renouveau de la nation chinoise. » *Xinhua*, 26 octobre 2013 (version officielle en français).

concessions à ses voisins auparavant, sous Deng Xiaoping ou Jiang Zemin, lorsqu'elle n'avait pas les moyens de conduire une politique étrangère d'envergure.

La compétition régionale Chine - États-Unis

Si les déclarations et initiatives récentes des dirigeants chinois indiquent une quête de reconnaissance d'un statut de puissance, les objectifs de la politique régionale de la Chine restent à l'heure actuelle ambigus. Une chose est certaine : les évolutions décrites précédemment s'inscrivent dans un contexte de compétition croissante entre la Chine et les États-Unis en Asie-Pacifique. Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, Pékin tente d'établir un nouveau rapport de force avec Washington dans la région. Les dirigeants chinois évoquent fréquemment la notion de « nouveau type de relations entre grandes puissances²³ », qui sous-entend l'établissement d'une relation d'égal à égal avec les États-Unis.

Sur le terrain, il s'agit de défier à terme l'influence politique et économique de ces derniers, quitte à reprendre certains concepts américains et à chercher à les appliquer plus rapidement que son rival. Ainsi, le concept de *silk road* a d'abord été remis au goût du jour par les États-Unis. Hillary Clinton l'a mentionné dès 2011 pour l'Afghanistan d'après-guerre, en expliquant que Washington encouragerait les investissements privés dans les infrastructures (transports, énergie), pour l'ensemble de la région. Cette idée a été reprise par la Chine²⁴ qui tente aujourd'hui de combler son retard sur la diplomatie économique des États-Unis.

La rivalité sino-américaine prend plusieurs formes. Tout d'abord, Pékin souhaite mettre un terme à certaines pratiques militaires des États-Unis et de leurs alliés – exercices militaires et surveillance en mer de Chine méridionale à proximité des côtes chinoises, notamment – et tente de renforcer les capacités de son armée (rattrapage asymétrique, les capacités américaines devançant encore largement celles de la Chine). Ensuite, cette rivalité est commerciale. Elle s'illustre dans les différentes négociations parallèles d'accords de libre-échange dans la région : d'une part le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), ambitieux projet d'accord de libre-échange, souvent présenté par Pékin comme une mesure américaine pour « contenir » la Chine ; et de l'autre le *Regional Comprehensive*

²³ Ou « nouveau type de relations entre grands pays », formule également utilisée par la communication officielle chinoise à partir de 2014, pour atténuer le caractère potentiellement offensif de l'expression employée initialement.

²⁴ D'après plusieurs entretiens menés en juillet 2014 à Pékin avec un chercheur chinois d'un *think tank* spécialiste des questions de sécurité, et avec un chercheur pakistanais en septembre 2014.

Economic Partnership (RCEP) incluant les pays de l'ASEAN, les trois pays d'Asie du Nord-Est (Chine, Corée du Sud, Japon), mais aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde. De manière générale, la Chine tente de négocier des accords de libre-échange avec un maximum de pays dans le monde, mais c'est en premier lieu sur des projets régionaux qu'elle semble aujourd'hui concentrer ses efforts. La rivalité sino-américaine est également monétaire : il existe aujourd'hui une compétition directe entre l'utilisation du dollar et du yuan en Asie, la Chine tentant d'imposer sa devise comme monnaie dominante. Pékin espère pouvoir signer à l'avenir la majorité des contrats signés avec ses voisins (par exemple la Russie) en monnaie locale, et ne plus avoir à payer le coût additionnel d'une transaction en dollars.

Enfin, Pékin s'est lancé dans une compétition avec Washington sur les institutions régionales. La Chine tente non seulement de renforcer sa participation aux institutions et forums régionaux existants, telles l'ASEAN + 3 ou l'APEC, mais aussi de créer ou de redonner vie à certaines organisations et forums régionaux au sein desquels elle jouerait un rôle de leader, telle la *Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia* (CICA), dont la vingtaine de participants inclut la Russie ou encore l'Iran, mais pas les États-Unis ni le Japon. La Chine, qui préside la CICA pour les deux prochaines années, et cherche activement à faire connaître cette institution, espère convertir celle-ci en une nouvelle structure de référence pour la coopération régionale en matière de sécurité. Lors de la 4^e édition de la CICA, en mai 2014, Xi a reconnu l'existence d'intérêts américains en Asie, et le droit de Washington à jouer un rôle dans la région, mais a clairement appelé à ce que les Asiatiques « eux-mêmes » règlent leurs propres problèmes dans la région²⁵. Dans cette optique, les dirigeants et médias chinois insistent de plus en plus fréquemment sur la construction d'une « communauté de destin commun²⁶ » en Asie, à laquelle les États-Unis ne seraient pas associés. Plus largement, Pékin appelle aujourd'hui à repenser voire à remettre en cause la légitimité de certaines normes et institutions établies par les puissances « occidentales » et l'engagement de celles-ci dans la région.

²⁵ « Les problèmes de sécurité en Asie doivent être résolus par les Asiatiques eux-mêmes, ceux-ci étant capables de parvenir à la paix et à la stabilité régionales par le biais de la coopération. » Xi Jinping, cité par *Xinhua*, 21 mai 2014.

²⁶ Terme officiel en français utilisé par *Xinhua*. Le terme officiel en anglais est « community of common destiny », mentionné par exemple par Liu Zhenmin, vice-ministre des Affaires étrangères, dans un texte intitulé « Forging the Asian Community of Common Destiny Together », publié dans la revue anglophone du China Institute of International Studies (CIIS), *think tank* affilié au ministère des Affaires étrangères, *China International Studies*, mars-avril 2014.

Une stratégie intégrée à l'échelle de la région ?

Certains analystes craignent l'émergence d'une Chine hégémonique, au regard de ses initiatives en mers de Chine et alors que ses capacités de défense augmentent et se modernisent rapidement²⁷, et que Xi prône l'avènement d'une armée « capable de combattre et de gagner » des guerres, et d'une « Marine forte »²⁸. À Pékin, la majorité des officiels et chercheurs affiliés à des institutions d'État ou du Parti expliquent qu'il n'y a pas de rupture fondamentale entre la politique régionale de Hu et celle de Xi, et que les initiatives chinoises doivent être comprises au regard de l'évolution du contexte régional, en réaction au rééquilibrage (ou « pivot ») américain en Asie-Pacifique, et aux « provocations japonaises » qui se multiplient depuis l'arrivée du Premier ministre Shinzo Abe au pouvoir²⁹. Beaucoup pointent la « nationalisation » des îlots contestés Diaoyu/Senkaku comme un tournant dans la situation géopolitique en Asie du Nord-Est³⁰.

En réalité, il est difficile de cerner aujourd'hui une « stratégie » régionale chinoise, puisque celle-ci est en cours d'élaboration³¹. Les *think tanks* chinois sont amenés depuis plusieurs années à réfléchir plus précisément aux axes d'une politique de voisinage, des institutions centrales telles que la *National Development and Reform Commission* (NDRC) y travaillent aujourd'hui de façon plus concrète³², mais la réflexion stratégique n'a pas encore totalement abouti, et il n'existe pas de consensus définitif sur les modalités de

²⁷ L'augmentation des dépenses militaires chinoises est continue ces vingt dernières années (officiellement +12,2 % en 2014 par rapport à 2013). La Chine essaie notamment de combler son retard sur les États-Unis en investissant dans des capacités de combat asymétrique.

²⁸ Xi avait insisté sur ces objectifs lors des nombreuses visites dans les bases militaires qu'il a effectuées au cours des premiers mois suivant son investiture.

²⁹ Notamment les visites répétées de membres du gouvernement japonais au sanctuaire controversé de Yasukuni, perçues côté chinois comme des provocations.

³⁰ Entretiens à Pékin et à Paris, 2013 et 2014.

³¹ Par exemple, l'itinéraire de la nouvelle route maritime de la soie, bien que déjà pré-cartographié par le gouvernement chinois, n'est pas totalement arrêté. Son point final notamment semblait encore à l'étude en avril 2014 : « Southwest China's Yunnan Province and Guangxi Zhuang Autonomous Region are strong options for being one end of the route. », *Xinhua*, « China Accelerates Planning to Re-connect Maritime Silk Road », 16 avril 2014.

³² Discussions informelles avec des chercheurs chinois, Ifri, Paris, septembre 2014.

mise en application sur le terrain. Les voisins de la Chine eux-mêmes, notamment les plus « petits », semblent accueillir positivement les initiatives des *silk roads* et les opportunités qu'elles pourraient générer, mais demeurent impatients d'en connaître les modalités concrètes³³. En Chine, les points de vue divergent, notamment sur le type de relation à adopter vis-à-vis des États-Unis. La compétition régionale engagée à l'égard de Washington n'implique pas nécessairement un objectif de confrontation. Certains analystes soutiennent un jeu de compétition « doux », délimité par un cadre de coopération et de compréhension renforcé³⁴, compte tenu de l'interdépendance économique entre les deux puissances ; alors que d'autres soutiennent une rivalité plus fermement marquée. De fait, sur le terrain, la Chine n'est pas aujourd'hui en mesure de rivaliser avec les États-Unis, dont la supériorité stratégique et militaire est encore nette dans la région. Plus largement, des divergences de vue existent entre stratégies chinoises sur l'architecture des nouveaux rapports de force à l'échelle mondiale : doit-elle reposer sur un équilibre bipolaire dominé par une rivalité Chine - États-Unis, ou sur un équilibre multipolaire dans lequel des acteurs développés et émergents prendraient une part croissante ? La Chine n'a pas de vision globale et consensuelle de l'équilibre régional ou mondial à venir. Les discours officiels appellent au développement d'un monde multipolaire ; mais sur le terrain, la compétition engagée avec les États-Unis dans la région pourrait préfigurer un ordre mondial bipolaire dominé par les deux premières puissances économiques.

Il est également difficile de voir émerger une stratégie régionale intégrée, puisque les institutions chinoises qui seraient à même de l'élaborer sont actuellement en cours de création ou de restructuration. Celles parties prenantes au processus de décision de politique étrangère et de sécurité sont actuellement nombreuses et peu coordonnées³⁵. Ce paysage institutionnel complique ce processus, et *a fortiori* la planification stratégique. Pékin essaie aujourd'hui de le simplifier, autant dans les bureaux que sur le terrain, avec par exemple la création d'un Conseil national de sécurité (CNS), ou encore la fusion des agences maritimes sous l'autorité conjointe du ministère de la Sécurité publique et de l'administration océanique

³³ Entretien avec le dirigeant d'un *think tank* du Kirghizstan, Pékin, septembre 2014. Entretiens avec plusieurs analystes de *think tanks* indiens et pakistanais, Pékin et Paris, septembre-décembre 2014.

³⁴ Voir par exemple, Zhai Kun (chercheur au China Institute of Contemporary International Relations, CICIR), *China's Neighborhood Diplomacy in 2014*, 19 février 2014, disponible sur : <www.chinausfocus.com/foreign-policy/chinas-neighborhood-diplomacy-in-2014/>, position confirmée lors d'un entretien à Pékin en juillet 2014. Pour un exemple de ces divergences d'opinions, voir par F. Godement, « Que faire avec les voisins : une table ronde du CICIR », *China Analysis, Les Nouvelles de Chine*, n°47, février 2014.

³⁵ Problème de coordination entre institutions civiles et militaires, mais aussi entre les ministères et le Parti, entre les ministères eux-mêmes, entre autres...

d'État. Xi Jinping tente en parallèle de renforcer son pouvoir présidentiel, en se plaçant à la tête de nombreuses institutions de coordination (dont le CNS), et souligne sa volonté de développer la planification stratégique en matière de politique étrangère. Il parle notamment de « coordination du travail diplomatique³⁶ », et évoque le concept de *top level design*, c'est-à-dire l'élaboration d'une vision stratégique de long terme à haut niveau (présidentiel), en complément de l'approche par tâtonnement, de court terme, jusqu'alors caractéristique de la diplomatie chinoise. Au regard de ces annonces, une amélioration de la capacité de planification de la politique étrangère chinoise est probable, et pourrait faciliter l'élaboration d'une stratégie chinoise dans la région, mais ce processus prendra nécessairement du temps compte tenu de l'ampleur des restructurations institutionnelles souhaitées et des résistances des bureaucraties concernées.

³⁶ « La situation nécessite que nous soyons en phase avec notre époque et plus actifs dans la planification de la stratégie diplomatique et la réalisation du travail diplomatique. » Xi lors de la *Peripheral Diplomatic Work Conference*, Pékin, 25 octobre 2013 (version officielle en français, Xinhua, 26 octobre 2013).

Avantages et limites d'une politique régionale tous azimuts

Les rapports de force évoluent dans la région, et l'Asie de l'Est concentre de nombreux points de tension impliquant directement la Chine – péninsule coréenne, différends territoriaux en mer de Chine de l'Est et du Sud, Taïwan, entre autres³⁷. Le contexte est non seulement compliqué mais aussi changeant : Pékin n'est pas le seul acteur de la région à n'avoir pas encore de stratégie ou de position clairement définie dans la région. Les puissances établies, tels les États-Unis ou le Japon, sont elles-mêmes en train d'ajuster leur stratégie, et de nombreux pays d'Asie du Sud-Est semblent vouloir éviter d'avoir à choisir entre un rapprochement net avec les États-Unis ou la Chine. Le réajustement est également difficile à conduire compte tenu du manque de coordination entre les principaux acteurs régionaux : entre la Chine d'une part et les États-Unis et leurs alliés d'autre part, mais également entre les États-Unis et leurs alliés – comme l'ont montré les divergences récentes entre les administrations Abe et Obama, ou encore Abe et Park.

L'absence de stratégie intégrée peut constituer un avantage dans le contexte actuel. L'ambiguïté relative aux objectifs précis de la Chine dans la région contrarie la réflexion stratégique des autres pays : elle donne naissance à des rumeurs – par exemple sur l'annonce probable d'une zone d'identification de défense aérienne au-dessus de la mer de Chine méridionale, après celle au-dessus de la mer de Chine orientale en novembre 2013 –, ou crée un effet de surprise – comme lors de l'installation de la plateforme pétrolière HD-981 dans les eaux disputées en mer de Chine méridionale en mai 2014 – qui déstabilisent les voisins de la Chine. Entre la présence régionale des États-Unis, mais aussi celle de la Russie – qui affiche un intérêt renouvelé pour l'Asie de l'Est –, il semble que la Chine tente de se frayer, à sa façon, avec pragmatisme, un chemin au gré des opportunités, de se faufiler dans cet espace surchargé,

³⁷ De fait, la Chine doit faire face à de très nombreux enjeux de sécurité dans la région. En plus des principaux points de tension, elle doit gérer ses relations avec un voisinage étendu – la Chine partage des frontières terrestres avec 14 pays, sans compter ses voisins maritimes -, dont la nature et les enjeux sont très divers. Elle entretient des relations sereines avec certains de ces voisins, très tendues avec d'autres, ambiguës avec beaucoup d'entre eux, comme avec l'Inde avec qui les échanges commerciaux sont croissants mais les tensions militaires latentes.

voire de tâter le terrain. Alors que la région est en cours de restructuration, certaines initiatives chinoises dans les mers de Chine peuvent ainsi être perçues comme une manière de tester, en fonction des réactions de chaque acteur, les limites de la présence américaine et des alliances existantes en Asie-Pacifique, alors que certains pays – tel le Japon – doutent de l’ampleur du rééquilibrage américain dans la région.

Par ailleurs, cette approche donne du temps aux dirigeants chinois pour consolider pas à pas la position régionale de la Chine. Xi semble aujourd’hui poser les bases d’une stratégie régionale à formation lente, qui émergera progressivement au cours de son mandat (2012-2022) et devrait porter ses fruits à long terme, à l’horizon 2050, date du 100^e anniversaire de la création de la République populaire de Chine (1949), que le Parti a fixé comme date butoir pour la réalisation d’une série d’objectifs socio-économiques (consolidation de la classe moyenne, développement du système de sécurité sociale, etc.) et l’accomplissement du fameux « renouveau de la nation chinoise ».

Plus globalement, la Chine est consciente qu’elle demeure relativement isolée en matière de coopération politique et de sécurité en Asie-Pacifique, et qu’elle ne peut en aucun cas compter sur les rares alliés qu’elle a dans la région (Corée du Nord notamment). La volonté de Pékin de renforcer sa diplomatie économique régionale est basée sur ce constat, et sur l’hypothèse qu’à terme le renforcement de l’influence économique se convertira en influence politique³⁸. Les politiques chinoises de développement économique d’une part, et de sécurité d’autre part, semblent jusqu’à présent élaborées en parallèle, de manière distincte. À terme, les dirigeants chinois souhaitent utiliser le levier économique pour résoudre certains différends régionaux dans le sens de leurs intérêts nationaux. Cependant, il n’est pas garanti que la dépendance économique atténuée nécessairement les tensions territoriales, attisées par des divergences d’interprétation de l’histoire et des revendications nationalistes persistantes³⁹, en Chine comme chez ses voisins. La forte dépendance économique existante au sein de la région ne contribue pas à tempérer ces revendications nationales. Au contraire, celles-ci semblent se renforcer actuellement dans la majorité des pays de la zone indépendamment de leurs forts liens économiques⁴⁰.

³⁸ Une hypothèse largement répandue à Pékin est que le temps joue en faveur de la Chine, compte tenu de son taux de croissance encore élevé et de l’influence, à terme, de son attractivité économique sur les dossiers politiques (Entretiens, Pékin, 2013-2014).

³⁹ À ce sujet, voir C. Pajon et A. Ekman, « Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales », Paris, Ifri, *Asie.Visions*, n°70, juillet 2014.

⁴⁰ Également souligné par F. Godement, « China on Asia’s Mind », European Council on Foreign Relations, *Policy Brief*, septembre 2014.

L'absence de stratégie coordonnée comporte également des inconvénients. Dans l'immédiat, le risque est que la Chine envoie des signaux contradictoires à ses voisins. Les initiatives récentes dans les mers de Chine offrent des arguments supplémentaires à la thèse de la « menace chinoise », répandue dans certains pays de la région, et qui a pris du poids dans un contexte de développement rapide des capacités militaires de Pékin. Ces signaux contradictoires risquent de favoriser le développement des positions et sentiments antichinois, non seulement parmi les dirigeants mais aussi dans les populations des pays voisins, avec l'émergence de manifestations antichinoises, telles que constatées au Vietnam en mai 2014. Face à ce constat, la Chine tente de rassurer ses voisins, en martelant dans les déclarations officielles lors de visites qu'elle n'a pas de tentation hégémonique⁴¹, et que l'objectif de « développement pacifique » est toujours d'actualité ; mais des doutes persistent quant aux ambitions de Pékin dans la région, au bénéfice dans une certaine mesure des États-Unis, desquels plusieurs pays d'Asie du Sud-Est se rapprochent progressivement, par précaution.

L'Asie centrale devient une zone de plus en plus « encombrée » – par la Chine, la Russie, les États-Unis, notamment – et les rivalités d'influence risquent de se renforcer au fur et à mesure du déploiement par Pékin de sa diplomatie économique ambitieuse dans la région. Face à cet argument, la Chine tente d'expliquer qu'il s'agit d'une approche accommodante, au sein de laquelle chaque voisin est amené à contribuer dans un objectif de bénéfices mutuels⁴². En pratique, ces initiatives qui visent à renforcer l'influence régionale de Pékin risquent d'entrer à terme en compétition avec la présence et l'influence régionale de ses voisins⁴³, et la Chine pourrait alors avoir à faire des choix. La Russie, par exemple, n'avait pas accueilli avec enthousiasme les concepts des nouvelles routes de la soie lors de leur lancement. Ce n'est que plus d'un an après, dans le communiqué conjoint signé à l'issue de l'accord sur l'approvisionnement en gaz en mai 2014, que Moscou a

⁴¹ Voir par exemple l'interview de Li Keqiang du 8 octobre 2013 à des médias sud-asiatiques, dans lequel il déclare que « la Chine ne suivra en aucune manière l'ancienne logique qui consiste à “chercher l'hégémonie après être devenue une puissance” ». *Xinhua*, 9 octobre 2013 [traduction de l'auteur, version officielle du texte complet en anglais disponible sur : <<http://english.peopledaily.com.cn/90883/8419106.html>>.

⁴² Entretiens avec des chercheurs chinois affiliés à un *think tank* gouvernemental, rencontre fermée, Paris, Ifri, septembre 2014.

⁴³ Ainsi, certains articles de presse officielle chinoise évoquent eux-mêmes la nouvelle politique régionale de la Chine en des termes plus compétitifs : « Cette coopération économique et commerciale mutuellement bénéfique a aidé de nombreux pays voisins de la Chine à remédier à leur dépendance excessive aux pays américains et européens. » *Xinhua*, « La diplomatie gagnant-gagnant apportera plus d'avantages aux pays voisins », 3 novembre 2013 (version officielle en français).

bien voulu en reconnaître pour la première fois l'existence⁴⁴. Il est probable que la compétition Chine-Russie se renforce en Asie centrale au fur et à mesure de la mise en application de ces concepts, même si la coopération énergétique et économique entre les deux pays est en forte augmentation⁴⁵. Il est probable également que la rivalité Chine-Japon se renforce en Asie du Sud-Est, alors que Tokyo conduit une stratégie de diversification de ses investissements dans la région depuis plusieurs années, et qu'aujourd'hui Pékin y renforce à son tour et à grande vitesse investissements et projets de construction d'infrastructures divers (voir les différents projets évoqués ci-dessus, partie « Priorité immédiate : le développement des infrastructures »).

Enfin, le succès des « nouvelles routes de la soie » dépend également de la capacité de la Chine et de ses voisins qui y sont associés à assurer la sécurisation de ces routes. Développer « la libre circulation des biens, des services et des personnes⁴⁶ » depuis la Chine jusqu'en l'Europe – un des objectifs ambitieux des routes annoncés par les dirigeants chinois –, représente un défi de taille, compte tenu de l'instabilité de l'Asie centrale qui doit faire face à de nombreux enjeux de sécurité (réseaux mafieux, organisations terroristes) dans un contexte changeant – notamment depuis le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan fin 2014.

⁴⁴ Souligné par les médias officiels chinois, en ces termes : « Russia spoke highly of the Silk Road Economic Belt initiative proposed by China. » *People's Daily* et *Xinhua*, art. cité.

⁴⁵ « La Chine espère que le commerce bilatéral avec la Russie atteindra 200 milliards de dollars d'ici 2020 », *Xinhua*, novembre 2013.

⁴⁶ *Xinhua*, 3 novembre 2013.

Conclusion

Compte tenu de l'importance qu'y accorde le gouvernement chinois dans sa communication nationale et internationale, et des premières et rapides concrétisations sur le terrain – signature de plusieurs contrats de construction d'infrastructures d'envergure, notamment –, les initiatives des nouvelles routes de la soie ne sont pas à négliger, et leur impact économique et géopolitique global demeure à évaluer avec précision au cours des prochaines années. Sans aucun doute, ces nouveaux axes continentaux et maritimes de coopération annoncés avec vigueur par la Chine depuis près de deux ans ne doivent plus être perçus aujourd'hui comme de simples déclarations d'intention à destination de certains voisins, mais plutôt comme l'ébauche d'une nouvelle stratégie de diplomatie économique renforcée à l'échelle de la région tout entière.

Les modalités de mise en application des routes de la soie devraient être annoncées progressivement en termes plus concrets au fur et à mesure des rencontres régionales à venir. Mais il est probable que des ambiguïtés persistent pendant plusieurs années, que la Chine continue à mener des offensives à la fois de charme et de fermeté vis-à-vis de son voisinage, car il apparaît qu'elle n'a pour l'instant ni les moyens (institutionnels, opérationnels), ni la volonté politique d'élaborer une stratégie économique et de sécurité coordonnée sur l'ensemble de cette zone vaste et complexe. Si le manque de coordination comporte certains avantages stratégiques dans une région elle-même en désordre aujourd'hui, l'envoi de signaux contradictoires pourrait, dans la durée, renforcer la méfiance de ses voisins, alimentée par une guerre de communication déjà engagée dans la région et au-delà. Pékin en est bien conscient. S'il est probable qu'il multiplie les actions de diplomatie publique pour rassurer ses voisins, il n'est pas certain qu'il ajuste le fond de sa politique régionale, guidée par une confiance profonde et pragmatique en l'influence géopolitique de l'attractivité économique. Dans ce contexte, c'est donc surtout une évolution significative du contexte économique régional et national – et en particulier un ralentissement net de la croissance – qui pourrait semer le doute.